

Aide et Action

Le Magazine

► N° 90
Mars 2004

www.aide-et-action.org

► **Actu**

**Situation
d'urgence
en Haïti :
l'éducation
en péril**

► **Perspectives**

**Les ONG
dans la sphère
politique**

**En pages intérieures
Spécial week-end
des États Généraux**

Lettre ouverte

Témoignages de partenaires et de salariés d'Aide et Action en Haïti

– « (...) À Dessalines (...) malgré l'abandon des policiers du commissariat, la commune reste calme, les habitants prouvent encore une fois qu'ils sont des gens civilisés. » (extrait d'un message d'un partenaire de Dessalines).

– « Nous sommes sans protection, pas de policiers dans la ville. C'est vraiment la désolation (...). Tout est quasiment bloqué, on a peur pour nos enfants et nos épouses (...). Les gens sont impatients et se demandent perplexes quand la situation du pays s'améliorera. En tout cas, on attend que la situation revienne à la normale pour qu'enfin la coopération redémarre. » (extrait d'un mail d'un partenaire de Dessalines).

– « Nous restons (...) tout en espérant que la situation évoluera positivement. » (extrait d'un mail du responsable de programme Aide et Action).

– « J'ai l'impression que, vue la gravité de la situation de la vie nationale, une issue favorable sera enfin trouvée (...). Malgré tout et avec tact les travaux de mise en place se poursuivent aisément dans les Nippes. » (extrait d'un mail du coordonnateur Aide et Action des Nippes).

– « J'espère qu'une issue sera rapidement trouvée à cette crise et que le pays retrouvera la stabilité indispensable à son développement. » (extrait d'un mail d'un partenaire à Marigot).



Sommaire

Actions locales

4-5

Vie associative

Près de chez vous

Actu

8

Haïti : pour un avenir dans la paix

Week-end des États Généraux 2004

I-VIII

Perspectives

9-13

Rôle et influence des ONG auprès des politiques

Parole de...

14-15

La première école en terre Baïga

Témoignage d'une filleule devenue adulte

Jeu-concours "Haut les masques"



Félicitations à Marina Benzahra de Sisteron qui a gagné notre jeu-concours « Haut les masques » dans le cahier de texte solidaire. Marina, grâce à « l'arc en ciel des enfants de la Terre », tu vas pouvoir te rendre, en compagnie de 3 autres personnes, à Disneyland Resort Paris. Bravo pour ta créativité et ta solidarité envers tous les enfants privés d'éducation.

Éditorial

Aide & Action Le Magazine



Frédéric Naquet
Président
d'Aide et Action

Ils souffrent, ils subissent et endurent depuis des générations des crises politiques, économiques et humanitaires. Ils sont aujourd'hui l'un des peuples les plus pauvres du monde. Personne ne semble se soucier de lui. Et pourtant, plus que d'autres, il mérite notre regard.

Aujourd'hui, étrangement, Haïti mobilise une attention de la communauté internationale qui tranche avec l'habituel désintérêt général pour ce pays et sa population. L'urgence commande l'action. Aide et Action doit être à leurs côtés. Notre rôle est, vaille que vaille, entre violence et terreur, de contribuer au redressement éducatif d'Haïti, de Port-au-Prince aux zones les plus reculées, difficilement accessibles.

L'accès aux droits fondamentaux : nourriture, eau, santé, éducation, sécurité... doit leur être garanti, en dépit des crises successives. Les raisons de ces crises sont souvent les mêmes : le fossé qui se creuse entre ceux, peu nombreux, élites au pouvoir ou proches du pouvoir qui s'enrichissent chaque jour un peu plus contre la grande majorité de la population (65%) qui vit sous le seuil absolu de pauvreté (moins d'un dollar par jour pour vivre).

Faut-il, dès lors, se poser la question de la spirale de la violence, des inégalités et des injustices dans un pays où l'éducation est loin d'être la priorité de l'État avec :

- 11 % seulement d'écoles publiques dans le pays;
- 65% de taux de scolarisation et
- 60% de taux d'analphabétisme.
- 49% de la population a moins de 18 ans (3 897 000 en 1998).
- Sur 2 millions d'enfants en âge scolaire (6 à 12 ans), seul 1 million a accès à l'enseignement primaire... Pour ceux qui sont scolarisés, on enregistre un taux de déperdition de 71,2% à la fin du troisième cycle fondamental qui les amène à grossir d'année en année le groupe des exclus.

La planification des actions de soutien à l'éducation en Haïti d'Aide et Action est fortement affectée par la crise sociopolitique : insécurité, inaccessibilité des zones, indisponibilité des acteurs du développement, ralentissement inévitable des activités de développement sur le terrain. Aide et Action tient à maintenir solidairement sa présence en Haïti...

Notre objectif est aujourd'hui de mettre en œuvre un programme minimal jusqu'à rétablissement de meilleures conditions

de travail dans le pays. Il s'agit également de ne pas casser la dynamique créée au sein des communautés autour des questions de l'éducation. Dès le retour à la normale, notre association reprendra pleinement ses actions dans le pays. Tirant leçon de la crise actuelle, il apparaît d'ores et déjà fondamental d'intégrer l'éducation à la paix et à la citoyenneté comme l'un des axes importants de nos programmes d'éducation. Les plans d'action définis avant la crise seront révisés au regard de ces impératifs et d'autres besoins de post-crise seront sans doute nécessaires.

Dans cette situation humainement très difficile à traverser, Aide et Action demeure solidaire du peuple haïtien et réaffirme sa foi en l'éducation comme un vecteur fondamental de paix et de développement.

Frédéric Naquet

Aide et Action, magazine trimestriel (mars à mai 2004) publié par l'association Aide et Action - 53, boulevard de Charonne - 75545 Paris Cedex 11 - Tél. : 01 55 25 70 00 - Internet : www.aide-et-action.org - E-mail : info@aide-et-action.org - Représentant de l'association Aide et Action : Frédéric Naquet, Président - Directrice de la publication : Claire Calosci, Directrice générale - Rédactrice en chef : Nancy Saint-Laurent - Ont participé à la rédaction : C. Barras, M. Barrett, J. Bedos, C. Calosci, M. Commerçon, L. Meuret, F. Naquet, D. Ouedraogo, M. Pericard, M. Sow, M. Sylvestre, D. Tamsir N, L. Willerval. Commission paritaire : 0708G 83 404 - Abonnement de soutien : à partir de 12,19 € - Prix au numéro : 0,99 € - Par abonnement : 0,76 € - Tirage : 58000 ex. - ISSN : 1761-1024 - Dépôt légal : 2^e trimestre 2004 - Conception-réalisation : Tél. : 01 41 11 66 66 - Imprimeur : Imaye, boulevard Henri Becquerel, 53000 Laval.

Aide et Action, première association française de parrainage pour le développement de l'éducation, est une association apolitique et non confessionnelle.

Aide et Action est une association reconnue d'utilité publique. Elle est, ainsi, habilitée à recevoir des legs et des donations exempts de tous droits de mutation.

Pour toute information complémentaire, n'hésitez pas à nous contacter au 01 55 25 70 00.

Les coûts de réalisation, d'impression et de diffusion du magazine, sans cesse optimisés, sont intégralement pris en charge dans l'abonnement des parrains et donateurs d'Aide et Action.

En application de la loi du 06/01/1978, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification ou de suppression aux informations vous concernant en vous adressant à notre association.



Témoigner ici de ce que l'on a appris là-bas...

Partie avec sept autres bénévoles en formation sur le programme des Savanes, au nord du Togo en juin 2003, Martine Wiart, bénévole de Mayenne, a pendant six jours étudié les actions menées avec les communautés dans le cadre de l'éducation non formelle.

De retour du Togo, Martine Wiart, bénévole, a voulu partager son expérience dans sa région et témoigner de ses rencontres avec les salariés africains d'Aide et Action. Elle a aussi souhaité donner ses impressions du peuple togolais, sur « la générosité (...), la prise en charge de leur destin, la recherche de solutions à leurs problèmes sous l'égide des animateurs Aide et Action ».

Impressionnée, Martine a donc contacté des journalistes de *Ouest France* et de journaux régionaux très lus: *Le Haut-Anjou* et *Le Courrier de la Mayenne* pour rendre compte de ce qu'elle avait vu et compris du « terrain ». Elle a été reçue à bras ouverts: « La presse est toujours friande de rencontrer des personnes qui reviennent du terrain

pour témoigner concrètement du travail effectué sur place et de la situation actuelle dans les pays du Sud. »

Une motivation renforcée

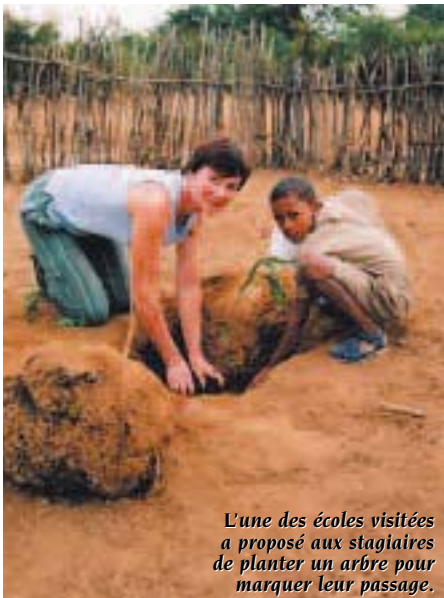
Gérard Neveu, autre bénévole de l'équipe, a aussi contacté *Radio Bleue Mayenne*, qui diffuse tous les lundis une émission de 12h30 à 13h permettant aux associations de se présenter et d'exposer le travail effectué dans le département. L'occasion une nouvelle fois pour Martine de partager son expérience sur la situation de l'éducation dans cette région, « l'une des plus pauvres du Togo, et (où) les problèmes de scolarité sont très importants ».

Rentrée du Togo avec une motivation de bénévole renforcée grâce à la prise de



conscience des difficultés de la population locale et des efforts fournis pour s'en sortir, Martine espère ainsi faire découvrir Aide et Action aux Mayennais... et trouver plus de parrains, marraines et pourquoi pas des acteurs locaux qui se joindraient à l'équipe bénévole pour de futures actions en Mayenne. ■

Françoise Nez, déléguée de l'équipe bénévole du Loiret, a participé à la formation terrain qui a eu lieu en Guinée en décembre 2002.



L'une des écoles visitées a proposé aux stagiaires de planter un arbre pour marquer leur passage.

Que vous a apporté cette formation ?

Cette formation a concrétisé tout ce que je savais à travers les documents et les lettres. Je suis maintenant capable de répondre à davantage de questions. Je me sens plus impliquée et aussi plus indépendante.

Je me suis également rendue compte que faire fonctionner l'association avec sérieux est compliqué et que cela demande une organisation très pointue.

Quel a été son impact sur le réseau bénévole ?

Quand on rencontre les équipes bénévoles pour leur présenter une petite conférence, elles sont ravies! Tous les bénévoles disent qu'ils apprennent plein de choses. Ils voient à quoi servent l'argent et les actions menées. C'est plus clair et ça redonne la pêche! Par ailleurs, lors de la formation ou lors des restitutions, j'ai été en contact avec des



Interview accordée par Françoise Nez à la télévision guinéenne.

bénévoles d'autres départements. Au quotidien, nous sommes isolés et lors des rencontres entre bénévoles au niveau national nous avons peu de temps pour échanger. Là on a pu discuter de façon plus approfondie sur les actions menées par chacun. ■

Nouvelles équipes : en moins d'un an, que de chemin parcouru !

Les équipes bénévoles d'Angers et de Toulouse fêtent tout juste leur premier anniversaire et déjà leur dynamisme apporte un réel soutien et une nouvelle notoriété à l'association dans leur région.

Les bénévoles ont pris le temps de se connaître et de découvrir les motivations de chacun. Rapidement, les

idées ont fusé et petit à petit elles se sont concrétisées. Les équipes ont choisi les actions les plus réalisables et se sont réparties les tâches en respectant les disponibilités des uns et des autres.

Et ça a marché ! Les actions menées à bien sont nombreuses et variées : sensibilisation dans des écoles primaires et une grande école de commerce, forum des associations sur la place du Capitole, rencontre des parrains, émissions sur une radio et une télévision locales, permanence mensuelle dans un cinéma d'art et d'essai, mobilisation d'une troupe de théâtre pour une soirée au profit de l'association... Toutes ont donné des résultats positifs dont celui de recruter de nouveaux bénévoles prêts à leur tour à donner du temps pour le droit à l'Éducation pour tous !

Succès pour la journée parrains des Toulousains avec 130 parrains attentifs et 30 enfants bien occupés !



Photo : Aide et Action/M. Sylvestre

Agenda de l'action bénévole

Aix-en-Provence (13) - Journée portes ouvertes sur « Les droits de l'enfant » en partenariat avec d'autres associations le 3 avril.
Contact M^{me} Gaillat-Reynaud 04 42 26 92 17

Courcouronnes (91) - Festival des musiques vivantes le 15 mai. Contact M^{me} Duong 01 60 75 44 58

Bretagne - Vous êtes un artiste breton ? Participez à l'opération Artistes Solidaires. L'exposition et la vente de vos œuvres serviront à sensibiliser sur le droit à l'Éducation pour tous et à soutenir une microréalisation.
Contact M. Hardy 02 99 51 14 71

Randonnées solidaires pour les parrains et leurs amis :

Fresne-Camilly (14) - Le 25 avril.
Contact M^{me} Leblond 02 31 08 01 97

Collias (30) - Le 18 avril, avec une animation sur la faune et la flore. Contact M. Bony 04 66 26 62 06

Basse-Goulaine (44) - Le 18 avril au complexe sportif la Croix des Tailles avec exposition sur des programmes d'Aide et Action. Contact M^{me} Thibaud 02 40 03 58 12

Bègle (33) - Actions Jeunesse : 400 collégiens marchent pour le droit à l'Éducation pour tous le 3 avril de 9 h à 15 h dans le parc Mussonville.
Contact M^{me} Marez 05 56 67 02 75

Pour entrer en relation avec **André Schaeffer**, délégué départemental du Haut-Rhin, merci d'utiliser l'adresse suivante : andre.schaeffer2@wanadoo.fr ou de le contacter par téléphone au 03 89 07 00 08.

Les bénévoles de la Réunion mobilisent des collégiens !

Si l'organisation d'une marche parrainée demande beaucoup de temps et d'énergie aux bénévoles, les résultats

sont à la hauteur de l'investissement, tant du point de vue de la collecte que de celui de la sensibilisation. La Réunion nous en a encore donné l'exemple en novembre dernier.

Sur plusieurs mois, les bénévoles ont rencontré les élèves de sixième et cinquième du collège de Bois de Nèfles Sainte-Clotilde pour les sensibiliser à la situation de l'édu-

cation à Madagascar et les inviter à se mobiliser avec Aide et Action pour réhabiliter l'école primaire d'Ambohitrimanjaka. Pour cela, chaque jeune devait trouver dans son entourage des sponsors s'engageant à faire un don pour chaque kilomètre parcouru. Obtenir cette promesse est une occasion de sensibiliser les personnes sur la cause de l'Éducation pour tous et de faire connaître l'association.

Le jour J, 420 collégiens ont répondu présents et leur marche a permis de réunir 12600 euros. Ce succès n'est pas passé inaperçu puisque 5 articles de journaux et magazines sont parus à cette occasion. Bravo à tous !



La bonne humeur, la grande forme et la curiosité des collégiens ont fait le succès de cette marche parrainée.



D.R.

Mobilisez vos proches et soyez ambassadeur de l'éducation

Vous le savez, 104 millions d'enfants n'ont pas accès à l'éducation, enfants des rues, enfants travailleurs, enfants handicapés, enfants exploités ou tout simplement défavorisés. Sans éducation leurs chances sont faibles de sortir un jour de la pauvreté et de pouvoir contribuer au développement de leur pays et de leur communauté.

L'accès à une éducation de qualité et pour tous n'est pas une utopie

Scolariser les filles, réintégrer les enfants travailleurs dans un système éducatif, organiser des formations professionnelles pour jeunes adultes, former des professeurs aux méthodes de pédagogie active, alphabétiser des adultes... cette Éducation pour tous est possible... Nous y croyons tous !

Et c'est parce que nous croyons tous ensemble que l'éducation est un droit fondamental et inaliénable, qu'elle est le premier levier d'un développement durable et qu'elle permet de renforcer la paix et la démocratie, que nous nous engageons pour défendre cette cause de l'Éducation pour tous.



Photo: K. Gougerot

Vous avez choisi Aide et Action pour sa mission, pour son action sur le terrain, pour ses valeurs, pour sa rigueur. Vous vous êtes engagés aux côtés d'Aide et Action pour que votre action soit toujours plus efficace. **Là-bas**, grâce à votre générosité, nous développons une vraie démarche impliquant tous les acteurs au niveau local et national pour faciliter l'accès à une éducation de qualité et permettre aux communautés de se développer. **Ici aussi, vous pouvez agir** en sensibilisant votre entourage à votre engagement, en devenant le porte-parole du droit à l'éducation, du droit à un avenir meilleur pour tous les enfants.

Votre parrainage est un acte de solidarité fort

En parrainant la scolarité d'un enfant ou un projet éducatif avec Aide et Action, vous aidez concrètement des enfants à grandir



Photo: Aide et Action Cambodge

et à s'épanouir. En agissant ici, vous permettez à d'autres enfants d'apprendre à lire, à écrire, à compter, à mieux connaître leur environnement...

Avec votre soutien, nous intervenons auprès des exclus de l'éducation en Afrique, en Asie du Sud-Est, en Inde et en Haïti. Comme vous le savez, il y a encore beaucoup à faire que ce soit dans les 17 pays d'intervention dans lesquels nous travaillons aujourd'hui, ou ailleurs où les besoins sont tout aussi criants. La volonté d'étendre une éducation de qualité pour tous nous impose de développer de nouvelles zones d'intervention comme le Vietnam en 2004. Aide et Action ne peut réaliser sa mission sans votre soutien et votre engagement.

Communiquez votre engagement à vos proches

Une nouvelle fois, l'association et les communautés avec lesquelles nous agissons ont besoin de vous, de votre capacité à mobiliser vos proches.

Ensemble, construisons donc notre avenir en gagnant d'autres parrains à la cause de l'éducation. Communiquez votre engagement à vos proches pour qu'eux aussi puissent soutenir l'éducation.

Comment mobiliser vos proches :

Inscrivez les noms de trois de vos amis que vous souhaitez mobiliser sur les coupons ci-contre. N'oubliez pas d'écrire votre nom en bas de chaque coupon.

Détachez le ou les coupons et renvoyez-les chez Aide et Action à l'adresse suivante :

Ambassadeur de l'éducation, Aide et Action, 53, bd de Charonne, 75545 Paris Cedex 11.

Nous leur enverrons par la suite votre coupon, accompagné d'une documentation sur l'association et un bulletin de soutien. Vous pouvez aussi remettre le magazine à l'un de vos proches pour qu'il partage d'autres informations sur le développement de l'éducation.

L'éducation n'est pas l'affaire de quelques-uns mais l'affaire de tous ! Ensemble, faisons grandir l'association et reculer le nombre des exclus de l'éducation.

Haïti : pour un avenir dans la paix

La crise sociopolitique en Haïti s'est enflammée ces derniers mois. L'insécurité s'est installée dans les villes et les conditions humanitaires se sont dégradées de manière alarmante. Aide et Action déclare sa solidarité avec le peuple haïtien et réaffirme que l'éducation est un facteur clé de recul de la pauvreté et de maintien de la paix.

Haïti est, depuis quelques semaines, la scène de violences incessantes. Depuis les élections municipales et législatives de mai 2000, le pays traverse une interminable crise sociale et politique qui a abouti à la démission du gouvernement d'Aristide suite à des affrontements armés. Les conséquences de cette crise sociopolitique, si elles sont encore difficiles à estimer, sont alarmantes pour les populations. Le groupe le plus vulnérable est celui des femmes et des enfants confrontés à des manques de soins, d'hygiène, d'eau, de nourriture et d'éducation.

Cette actualité dramatique ouvre de nouveau la « boîte noire » des causes réelles de l'instabilité chronique d'Haïti... Elle vient nous rappeler que la lutte contre la pauvreté ne devrait pas pouvoir se contenter de mesures compensatoires et réparatrices. Les conditions d'accès des « laissés pour compte » aux droits sociaux les plus élémentaires, leurs possibilités de participer aux activités économiques sources de richesses, leur droit à l'éducation, levier du développement... sont plus que jamais les moyens incontournables de lutte contre la pauvreté et la violence.

En attendant le rétablissement d'une situation plus stable, Aide et Action, tou-



jours solidairement présente en Haïti, met en œuvre un programme minimal de soutien à l'éducation.

Aide et Action solidaire avec le peuple haïtien

À Dessalines, où nous travaillons en partenariat avec Pays de Savoie Solidaires et sur le département des Nippes où nous intervenons directement, un travail avec

les communautés se poursuit. Sensibilisation, diagnostic, identification de projets éducatifs, continuent de mobiliser autour des questions liées à l'éducation et permettent de ne pas casser la dynamique créée au sein des communautés.

Dans les Cahos et Marigot, où nous agissons en partenariat, l'insécurité a conduit notre partenaire Inter Aide à ralentir les activités et à rapatrier ses intervenants.

Aide et Action réaffirme son intention d'intensifier ses actions dans cette région avec la volonté de développer les compétences haïtiennes pour que des ONG locales puissent accompagner l'avenir de leur pays et faire de l'éducation un vrai vecteur de changement. Tirant leçon de cette situation de conflit, nous envisageons d'ores et déjà d'intégrer l'éducation à la paix et à la citoyenneté comme l'un des axes importants de nos programmes.

À l'heure où nous écrivons ces lignes, la situation en Haïti a peut être déjà évolué. Nous vous tiendrons informés des reprises de nos actions dans les prochains numéros et sur notre site www.aide-et-action.org

Dans la perspective de reconstruction d'Haïti, Aide et Action :

- **réaffirme que l'éducation est un facteur clé du recul de la pauvreté et un puissant levier du développement.**
- **recommande que l'éducation soit considérée comme l'un des enjeux prioritaires pour le développement de l'équilibre de la société haïtienne.** Le gouvernement, avec l'appui de la communauté internationale, doit engager des efforts considérables pour définir, avec tous les acteurs concernés, des stratégies éducatives cohérentes et mobiliser des ressources financières significatives pour leur mise en œuvre.
- **s'engage sur le principe que l'éducation doit être un droit pour tous.**
- **recommande de renforcer le dispositif de lutte contre la pauvreté afin de répondre aux autres besoins fondamentaux économiques et sociaux.**
- **réaffirme la nécessité d'accompagner le développement de compétences haïtiennes à tous les niveaux, qui garantira une prise en main de l'avenir de ce pays et de leur engagement dans la lutte pour une vraie démocratie.**



Forum social de Mumbai - Inde - janvier 2004
Les forums internationaux sont des événements majeurs qui permettent d'amorcer de nouvelles réflexions pour les ONG.

Rôle et influence des ONG auprès des politiques

Les Organisations non gouvernementales (ONG) peuvent être dotées de plusieurs mandats. On les connaît sur « le terrain » et comme « leader d'opinion » pour les causes qu'elles défendent.

Depuis quelques années, elles ont gagné la reconnaissance des institutions publiques auprès desquelles elles ont accédé à un nouveau rôle : partenaires politiques des États et des organisations internationales. Une opportunité inégalée de faire entendre la voix de la société civile et de faire changer les choses d'en haut !

« Dorénavant, tout accord, toute convention mondiale nécessitera un minimum de consensus de la société civile mondiale pour réellement exister et s'appliquer. » Cet extrait paru dans le magazine *Le Courrier de la planète*⁽¹⁾, nous donne le ton et pose clairement le nouveau

rôle et les nouvelles responsabilités des ONG. Depuis une dizaine d'années, les Organisations non gouvernementales sont devenues « partenaires » des États dans les négociations et réflexions sur la plupart des domaines politiques. Auparavant, les institutions publiques étaient

réticentes à engager le dialogue, les organisations n'étaient perçues que comme des exécutants de leurs politiques ou au mieux comme des « expérimentateurs » de projets à petite échelle. Aujourd'hui, les gouvernements les consultent, elles sont influentes. Ceux-ci ont réalisé qu'au

sein de ces organisations, il existait une véritable expertise potentiellement porteuse d'innovation politique. « L'essor de la société civile organisée est la meilleure chose qu'on ait connue ces dernières années », témoigne Rubens Ricupero, secrétaire général de la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (CNUCED), exprimant ainsi cette reconnaissance des sphères politiques pour le travail des ONG.

Pour mettre en pratique cette volonté d'influencer les États et obtenir l'application des propositions qu'elles formulent, les ONG traditionnellement tournées vers le « terrain » développent souvent des actions de plaidoyer. Ainsi, Handicap International a initié en 1992 une campagne contre les mines antipersonnelles. Aujourd'hui, cette campagne regroupe plus de 1400 organisations originaires de 91 pays. Prix Nobel de la paix en 1997, la campagne a contribué à d'extraordinaires avancées en moins de six ans. L'alliance entre les ONG et les diplomates a fait merveille : en décembre 1997, 123 pays ont signé le traité d'Ottawa portant sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnelles et sur leur destruction. Un succès qui illustre une collaboration efficace entre institutions publiques et membres de la société civile.

L'éducation comme priorité

Dans le domaine de l'éducation, cette même évolution est à l'œuvre. L'éducation est sortie du champ technique pour entrer dans un champ politique qui intéresse et concerne chaque citoyen. Conscientes que l'éducation n'est pas un privilège puisqu'elle est à la base de la construction et du développement de toute société, les ONG revendiquent l'éducation comme un droit humain fondamental. Elles s'organisent pour mobiliser la société civile pour faire respecter



L'opération « La plus grande leçon du monde », lancée par la Campagne mondiale pour l'éducation, aura rassemblé 1,8 millions d'élèves à travers le monde.

Lors du Forum mondial de l'éducation à Dakar en 2000, les gouvernements se sont engagés à parvenir à une Éducation pour tous d'ici 2015.

le droit à l'Éducation pour tous. ONG et syndicats d'enseignants se sont retrouvés par exemple, pour faire naître la Campagne mondiale pour l'éducation (CME) (cf. encadré). La CME organise, depuis sa création, des actions mobilisatrices à grande échelle pour rappeler aux gouvernements leurs engagements. En 2003, elle a lancé la plus grande leçon simultanée du monde qui avait pour thème l'éducation des filles. Au même moment, 1,8 millions d'élèves s'étaient mobilisés dans plus de 150 pays. Cette initiative a reçu une attention au plus haut niveau. Kofi Annan, secrétaire général des Nations unies, a lui-même participé à la leçon tenue au siège des Nations unies à New York. Soutenant fermement cette campagne, il a parlé « d'une leçon

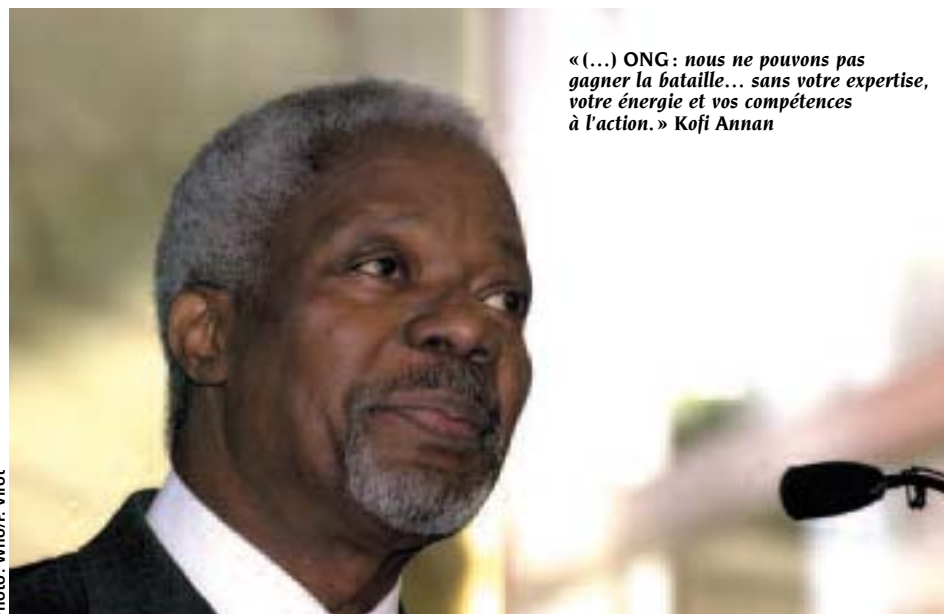


Photo: Campaign for education

inoubliable pour le monde ». D'autres personnalités du monde politique étaient présentes, comme en Sierra Leone où le président Ahmed Tejan Kabbah a dispensé la leçon dans le stade national du pays. Il a annoncé qu'à partir de 2004, toutes les filles issues des régions Nord et Est du pays, les plus désavantagées en terme d'éducation, auraient droit à une éducation de base gratuite. Cette campagne pour l'éducation tient donc ses promesses puisque des décideurs politiques sont mobilisés et participent aux événements... La société civile se fait entendre !

Aide et Action partenaire

Les ONG prennent de l'importance. Elles sont devenues des partenaires consultés au sein des processus de décision. Aide et Action s'inscrit totalement dans cette mouvance d'ONG qui travaillent en partenariat avec les gouvernements et les organisations internationales. L'association et ses partenaires sont amenés à s'inscrire dans une démarche d'influence favorisant et soutenant les changements à long terme en matière de politique éducative. Au



« (...) ONG : nous ne pouvons pas gagner la bataille... sans votre expertise, votre énergie et vos compétences à l'action. » Kofi Annan

Photo: Who's/P. Viro

Cambodge, par exemple, le SIPAR (partenaire) intervient pour favoriser la lecture et a mis en place 54 bibliothèques dans des écoles non formelles. En lien avec les autorités éducatives nationales et locales, le SIPAR intervenait en opérateur direct. C'est en 2001 qu'Aide et Action a rejoint ce programme en finançant une évaluation qui a démontré l'impact très positif des bibliothèques sur la qualité de l'éducation. Forts de ces constatations et de la réussite de ce programme, les deux partenaires se sont positionnés non plus en opérateurs directs mais en appuis-conseils auprès des autorités éducatives locales. Cette phase d'institutionnalisation a démarré dans la province de Kratié (à la frontière du Vietnam et du Cambodge) et c'est en novembre 2003 que M. Nath Bunroeun, directeur de la formation et secrétaire national de l'Éducation pour tous pour le Cambodge, a encouragé le développement des bibliothèques sur l'ensemble du territoire national.

ONG et influence:
le SIPAR
a permis
le développement
de bibliothèques
sur l'ensemble
du Cambodge.

Photo: Aide et Action Cambodge



Campagne mondiale pour l'éducation

La Campagne mondiale pour l'éducation (CME) est une large alliance d'ONG et de syndicats d'enseignants déterminés à ce que les objectifs d'Éducation pour tous soient atteints. Le réseau représente des organisations actives dans de nombreux pays ainsi que des dizaines de réseaux régionaux et nationaux d'ONG.

>> Des objectifs communs

En 1990 à Jomtien en Thaïlande, 155 États se sont engagés à rendre l'éducation accessible à tous. Or, cet engagement n'a pas été respecté. Lors du forum de l'éducation à Dakar en l'an 2000, ces États se sont de nouveau engagés à atteindre cet objectif d'ici l'an 2015. Encore de nos jours, 125 millions d'enfants voient leur droit à l'éducation bafoué quotidiennement et 870 millions de personnes sont analphabètes.

>> Face à ces constats

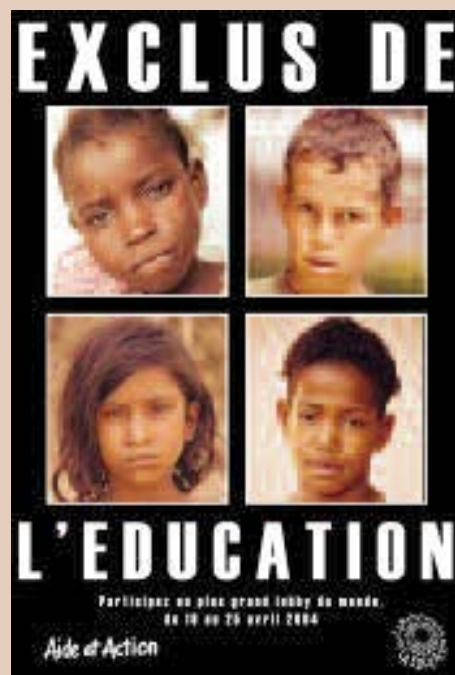
La Campagne mondiale pour l'éducation vise à forcer les gouvernements à respecter leurs engagements en mobilisant l'opinion publique. Cette campagne est menée avec la conviction très nette que l'accès de tous à l'éducation est un objectif réalisable.

>> Le plus grand lobby mondial

Du 19 au 25 avril 2004, la CME organise une action internationale de lobby menée par les enfants pour les enfants. Par le biais de lettres, de témoignages des exclus de l'éducation, de photos et de rencontres directes, des centaines de milliers de jeunes pourront dire à leurs élus ce qui doit être mis en œuvre pour que chaque enfant reçoive une éducation de qualité. Ils seront rejoints par des enseignants, des groupes communautaires, des ONG, des personnalités et des politiciens qui soutiennent le droit à l'éducation.

Les ONG et les syndicats d'enseignants continuent de se mobiliser autour de ce grand lobby mondial pour que le monde entier puisse entendre, à l'unisson, la voix de la société civile qui se bat pour l'éducation universelle.

Aide et Action s'associe à la Campagne mondiale pour l'éducation. Avec nos enfants, défendons la cause de l'éducation. Laissons-les rappeler à nos dirigeants leurs engagements en envoyant dans le « flyer » inséré dans ce magazine. Nous espérons que nous ferons tous ensemble de ce lobby le plus grand de l'histoire.



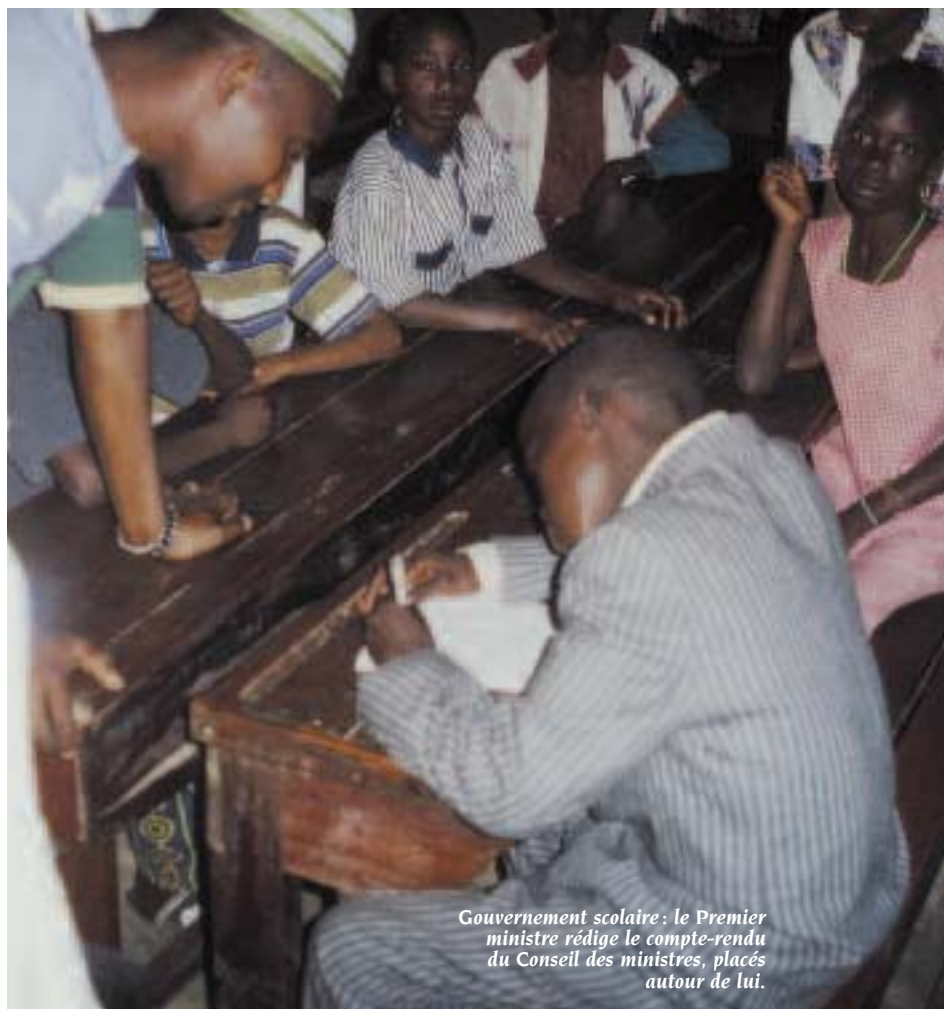
Pour plus de renseignements :
www.campaignforeducation.org
www.aide-et-action.org
ou contactez Aide et Action -
Joël Bedos au 01 55 25 70 45.

« Les ONG ont contribué de façon remarquable au développement de l'éducation dans de nombreux pays et elles se sont maintenant associées à une campagne mondiale pour l'éducation. Aujourd'hui, je m'adresse à l'ensemble des ONG : nous ne pouvons pas gagner la bataille... sans votre expertise, votre énergie et vos compétences à l'action. »
Kofi Annan, secrétaire général des Nations unies, avril 2000.

Ne plus intervenir en tant qu'opérateur direct permet de ne pas être en substitution avec l'État mais de bien laisser les responsables gérer eux-mêmes les choix des projets, l'implantation, la construction, etc. Martin Pericard, responsable Asie du Sud-Est d'Aide et Action, insiste sur cette position de non-substitution : « Le SIPAR, comme Aide et Action, considère qu'il revient à l'État de mener les politiques au niveau national et que le rôle des ONG est d'être dans une posture de critique positive et de proposition concrète et innovante. C'est cette volonté affirmée par le SIPAR depuis plus de dix ans de ne pas jouer la carte de la substitution qui permet l'institutionnalisation du projet "bibliothèque" sur l'ensemble du territoire cambodgien. »

Un rôle de conseil

D'autres programmes et notamment celui de la Guinée sont aujourd'hui positionnés comme un appui-conseil fort auprès des gouvernements. L'État guinéen reconnaît officiellement Aide et Action comme une force de proposition spécialisée dans le domaine de l'éducation. Plusieurs innovations auront valu cette reconnaissance et notamment celle concernant les « gouvernements scolaires ». Depuis 1996, l'expérience s'est développée dans toutes les zones d'intervention en Guinée. Le gouvernement scolaire est une forme d'organisation qui favorise la participation des élèves dans la gestion de l'école au travers d'un jeu de rôle aux couleurs démocratiques. Des élections sont organisées parmi les élèves afin d'élire le Premier ministre et les ministres respectifs de la Santé et de l'Hygiène, de l'Équipement et des Fournitures, des Arts, Sports et Culture, etc. Les élèves prennent très au sérieux leur mandat



Gouvernement scolaire : le Premier ministre rédige le compte-rendu du Conseil des ministres, placés autour de lui.

Photo: Aide et Action Guinée

et, élus pour l'année scolaire, ils sont responsables de ce qui se passe au sein de l'établissement. À Ley Leggel (préfecture de Télimélé), le gouvernement scolaire possède à son actif plusieurs réalisations. Par exemple, grâce au ministre de la Santé, chargé de contrôler les latrines et la cour,

les règles d'hygiène sont respectées au sein de l'école. Les résultats sont concrets et les gouvernements scolaires ont eu un tel impact positif sur le fonctionnement des établissements que le gouvernement guinéen a décidé sa généralisation au niveau national.

Pendant, si Aide et Action s'engage dans un dialogue direct avec l'État, elle sait que son rôle est avant tout de favoriser les liens directs entre les communautés et leurs représentants. Moctar Diallo, le responsable influence du programme en Guinée souligne que « notre rôle est aussi de donner aux communautés les capacités de négocier l'éducation et l'avenir de leurs enfants auprès des gouvernements. Aide et Action doit être un appui pour leur permettre de mieux argumenter les propositions qu'ils font auprès des autorités. »

Une consultation qui se généralise

Depuis quelques années, les ONG sont perçues par les gouvernements et les organisations internationales comme de véritables expertes dans leurs domaines d'intervention. Reconnues, elles sont désormais consultées lors de négociations nationales comme internationales.

Néanmoins, cette généralisation du dialogue entre décideurs politiques et ONG est à relativiser. Depuis quelques années, des doutes commencent à émerger sur la

Essai de définition : la société civile

Qu'est ce que la société civile ? Qui la compose ? Le concept de société civile s'enracine très loin dans l'Histoire puisqu' Aristote a été le premier à en parler. Il a connu des définitions diverses au cours du temps et le flou qui entoure ce concept lui permet d'être revendiqué par de nombreuses entités. Dissidents des pays soumis à une dictature d'État parti, formations politiques, alter mondialistes qui appellent à la rescousse un État rénové et renforcé dans leur lutte contre le libéralisme... tous se revendiquent de la société civile. La société civile est donc un concept « auberge espagnole » qui renvoie non pas à un contenu consensuel mais à l'usage idéologique et politique que veulent en faire ceux qui l'utilisent. Ce qui est certain c'est qu'il se définit davantage par ce à quoi il s'oppose (l'État, le marché) et qu'à ce titre il est inséparable de la réflexion sur le rôle de l'État et pour certains sur celui du marché.

La spécificité des ONG au sein de la société civile

Selon Philippe Ryfman, « Les ONG sont relativement conscientes qu'une addition de microprojets ne fait pas le développement et ne change pas l'ordre du monde. Fondamentalement, une ONG c'est une organisation de citoyens, par conséquent elle estime avoir une position à prendre sur un certain nombre de grands problèmes mondiaux de manière à faire bouger, à faire évoluer les choses, plus globalement à changer l'ordre du monde. C'est une responsabilité citoyenne sur des enjeux globaux, que les ONG mettent en avant. Elles ont ainsi une responsabilité d'interpellation permanente auprès des gouvernements et des instances, sur l'ensemble des rapports Nord/Sud ⁽¹⁾. »

⁽¹⁾ Philippe Ryfman, « La transformation des ONG dans la société civile internationale », in Les Cahiers de la solidarité, CRID, octobre 2002, p. 13-17.

sincérité de cette ouverture. Malgré les promesses répétées, les nombreuses consultations et les forums internationaux, les propositions des ONG sont régulièrement remises « au placard ». Naturellement tournées vers le terrain, les ONG peuvent manquer d'expérience et de savoir-faire dans le dialogue avec les politiques. Cette activité nécessite une expertise solide et qui fait défaut à nombre d'ONG.

On assiste aussi à une tendance généralisée à la « récupération ». Les États peuvent se servir du « label ONG » pour légitimer

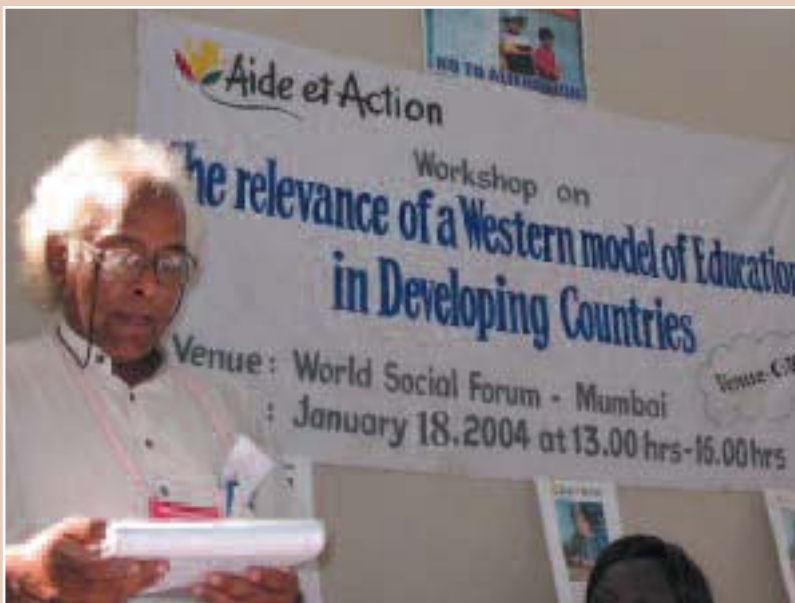
des décisions qui ont finalement été prises sans véritablement écouter la voix de la société civile. Certains États et institutions n'hésitent pas à recourir à des associations « dociles », souvent très dépendantes des financements publics, pour faire valider leurs décisions. La scène politique internationale peut réunir alors des organisations aux intérêts et éthiques très divers qui se réclament toutes de la « société civile » : attention à la confusion !

Malgré les limites du dialogue entre États, organisations internationales et ONG, les

résultats montrent qu'il est important pour ces dernières d'agir au niveau institutionnel. Les ONG ont conscience de leur rôle politique mais restent prudentes et gardent leurs distances avec les sphères politiques. La plupart d'entre elles ne se lancent pas dans le champ politique de manière imprudente sans oublier leur « légitimité » terrain. ■

⁽¹⁾ Bulletin d'information de l'ONG SOLAGRAL (Solidarités agricoles et alimentaires), *Le Courrier de la planète* est une revue bi-mensuelle traitant « de développement, d'environnement et des défis d'un monde solidaire ».

Forum social mondial - Mumbai, Inde 16-21 janvier 2004



Aide et Action met l'éducation au centre des débats

Pour la première fois, une délégation de plusieurs partenaires et représentants des équipes françaises, africaines et indiennes d'Aide et Action ont participé au dernier Forum social mondial à Mumbai et ont organisé l'atelier : « Pertinence du modèle éducatif occidental dans les pays en développement ». Le thème de la pertinence des systèmes éducatifs actuels et leurs capacités à répondre aux besoins des communautés a été au cœur des débats, autour des questions touchant à : l'impact de la mondialisation dans le champ de l'éducation ; l'évaluation critique de l'Éducation pour tous ; les pratiques innovantes mises en œuvre dans divers contextes.

Pour Aide et Action, le FSM de Mumbai est l'occasion de faire entendre sur une scène sociale mondiale devenue incontournable la voix de ceux qui œuvrent sur le terrain avec l'ambition qu'émerge une « alter éducation » pour les enfants des pays en développement.

Forums internationaux : les rendez-vous de l'influence

Ces dernières années ont vu la multiplication de forums internationaux, zones de concentration de la société civile. Forum social européen, mondial, Sommet pour un autre monde (SPAM - sommet alternatif au G8), etc. sont autant de lieux d'échanges, de réflexion et de remise en cause pour les ONG. En règle générale, mouvements mondiaux et phénomène d'alter mondialisation sont des événements majeurs qui permettent d'amorcer de nouvelles réflexions et des actions innovantes pour les ONG. Ces regroupements cassent l'isolement des membres de la société civile et permettent de véhiculer les plaidoyers d'influence et d'opinion envers les Pouvoirs publics.



La première école en terre Baiga

Catherine Douxchamps est marraine, en Inde, de Rajwant. En décembre dernier, elle s'est rendue dans son village et a fait la rencontre de sa communauté... Retour sur des échanges riches en différences.

J'ai choisi de vous raconter ma visite au village de Teliya, dans la communauté Baiga, où vit mon filleul Rajwant, jeune garçon de 13 ans. Teliya est un hameau plus qu'un village, situé dans un coin très reculé au sud-est de l'Uttar Pradesh. Agrindus (l'ONG partenaire d'Aide et Action) y a construit une petite école primaire, fréquentée maintenant par près de 100 enfants (certains ne viennent pas tous les jours). Deux professeurs seulement y enseignent avec l'aide d'une aimable dame illettrée, chargée d'assister les enseignants, de moucher, consoler les enfants et aussi d'encourager les parents à envoyer leurs enfants à l'école et plus particulièrement leur fille. Ce travail de sensibilisation est essentiel car c'est la toute première génération de cette tribu qui va à l'école et les parents, tous illettrés, ne comprennent pas encore très bien l'intérêt de savoir lire et écrire. Pourtant, la seule culture qu'ils arrivent à vendre, les lentilles « œil de pigeon », leur est achetée à un prix très défavorable et ils ne seraient pas tant exploités s'ils avaient plus d'expérience par rapport au monde extérieur.

Des traditions conservées

Les premiers contacts, pour eux comme pour moi, furent intimidants. Je m'étais habillée en « indienne » pour essayer de

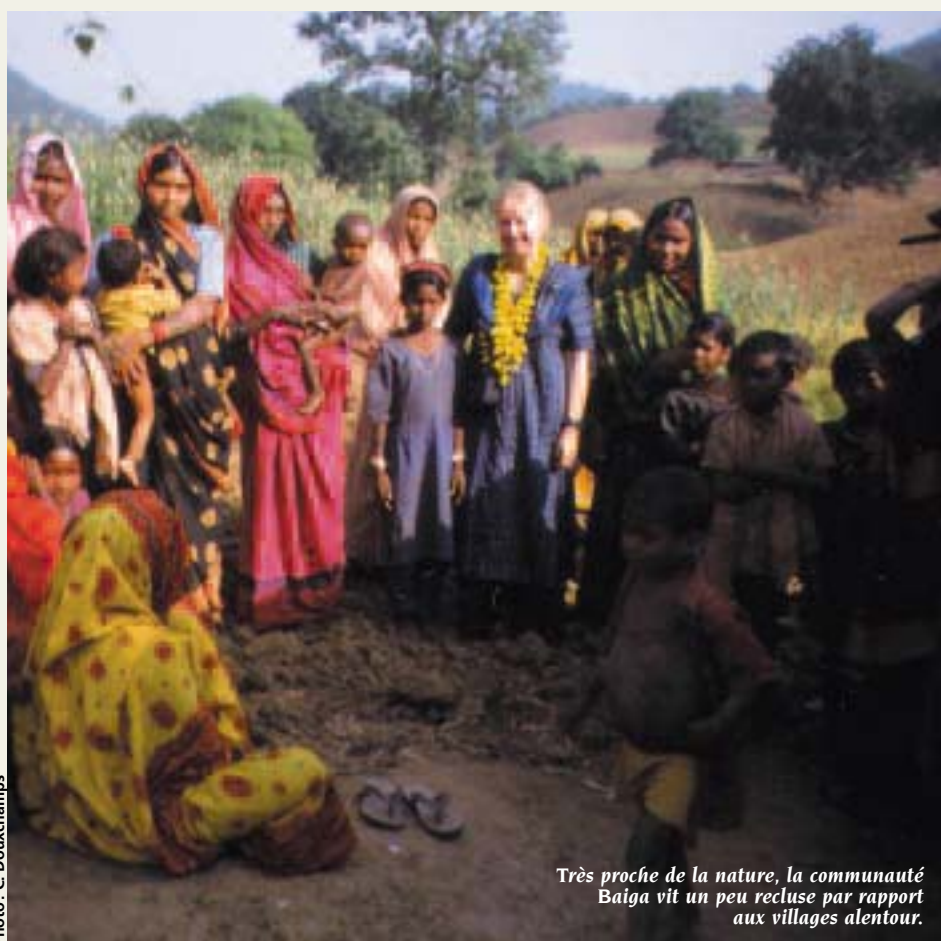


Photo : C. Douxchamps

Très proche de la nature, la communauté Baiga vit un peu recluse par rapport aux villages alentour.



La première génération d'écoliers se retrouve sur les bancs de l'établissement scolaire construit par Agrindus.

Photo : C. Douxchamps

paraître un peu moins « exotique » à leurs yeux. Une petite foule était là pour m'accueillir. Les femmes en sari m'éblouissaient de mille couleurs et malgré la pauvreté, chacune d'elles semblait très coquette. Grâce aux personnes d'Agrindus qui traduisaient, nous avons pu longuement dialoguer. J'ai appris beaucoup de choses sur leur quotidien ainsi que sur l'école et son fonctionnement. Le village n'a pas l'électricité et pourtant, on voit non loin de là des pylônes qui approvisionnent d'autres villages alentour, plus riches... Les Baiga ont très peu de contacts avec l'extérieur et vivent près de la nature. C'est aussi un peuple d'artistes puisque certains composent

leurs propres chansons. Nous avons eu droit à la sérénade d'un jeune homme de 14 ans qui chantait alternativement avec sa voix de garçon, qu'il a bizarrement conservée pour la partie féminine et avec sa voix d'homme pour le reste. Il divertissait tout le monde et ne se faisait pas du tout prier!

Parrainer, c'est aider toute la communauté

Mon filleul, Rajwant, est le deuxième enfant lettré de tout le village. Sa grande sœur de 16 ans est illettrée. Il a six autres frères et sœurs dont deux tout-petits alors qu'un huitième est visiblement en route...

La maman a l'air fatiguée et souffre sûrement de ces naissances trop rapprochées. Je suis contente que mon parrainage ait pu soutenir son éducation mais je sais que l'argent que je verse sert aussi pour ses camarades et sa communauté. C'est un principe important et par exemple, dans ce village, outre les bienfaits apportés pour le fonctionnement de l'école, la contribution de plusieurs parrains aura permis la construction d'une pompe à eau.

Agrindus scolarise près de 9 000 enfants. Ils emploient aussi deux médecins qui

visitent chaque village au moins deux fois par an. Les enfants qui partent en études secondaires continuent d'être suivis par Agrindus. C'est le cas de Rajwant et deux de ses camarades, qui se rendent tous les jours à vélo dans l'école gouvernementale de l'État voisin qui se trouve à 15 km!

La visite de ce projet fut une révélation pour moi : cette école est complètement différente de celles que j'ai pu visiter dans le sud de l'Inde et à Delhi. Plus touchant aussi... Peut-être parce qu'ici, dans cette région reculée, c'est vraiment le début de l'alphabétisation. ■



L'association suit régulièrement les enfants, entre autres lorsqu'ils poursuivent des études secondaires.

Photo : C. Douxchamps



Photo : Aide et Action Sénégal

Témoignage d'une filleule devenue adulte

Adama Baldé est une jeune Sénégalaise de 24 ans. Elle est entrée à l'école à l'âge de 12 ans et elle nous raconte aujourd'hui sa vie, qui aurait été bien différente si elle n'avait pas appris à lire, à écrire et à compter.

Mon cursus scolaire

Quand en 1998, mon oncle a voulu me donner en mariage, ma mère s'y est opposée. J'avais alors 12 ans et c'est à ce moment de ma vie que j'ai manifesté le besoin de m'inscrire à l'école. J'ai commencé mes études à l'école communautaire de base de Saré Coupé et au bout d'une année scolaire, je savais lire et écrire en poular (dialecte sénégalais). Après un cycle de quatre ans, je suis maintenant alphabétisée aussi bien en poular qu'en français.

Auparavant, je n'avais pas eu la chance de fréquenter l'école gouvernementale parce qu'elle était trop loin de notre village. Ma mère ne voulait pas que je parte. Je suis sa seule fille.

Ma formation de matrone

En 2001, l'idée de la case de santé est devenue une réalité dans mon village. Le

personnel d'encadrement de cette case devait être composé d'un homme et de deux femmes. Quant le district sanitaire de Kolda a voulu démarrer la formation des matrones (personnes qui aident à l'accouchement), il a exigé une femme alphabétisée. Et il n'y avait que moi qui remplissais ce critère dans tout le village. C'est ainsi que j'ai suivi une formation d'un an à la maternité du centre de santé de Kolda.

Ma place dans le village

Mes activités de matrone ne sont pas encore effectives dans le village car les équipements ne sont toujours pas au complet. Pour le moment, mon travail se limite à l'information et à la sensibilisation des femmes sur les consultations prénatales. J'assiste parfois des femmes qui accouchent au village. Mais je sens

que je vais rencontrer énormément de problèmes quand il s'agira de s'occuper de femmes ayant l'âge de ma mère. Lors de ma formation à Kolda, qui est une ville, je n'avais pas ce problème parce que là nous étions en équipe contrairement au village où je serai toute seule.

Pour mes amies et mes parents, je suis une véritable rescapée. Contrairement à mes camarades, le fait d'avoir pu suivre cette formation en santé m'a permis d'améliorer et maintenir mon niveau. J'espère par la suite pouvoir évoluer dans ma profession.

Mon mariage

Actuellement, je pense plus à mon travail qu'au mariage. L'homme qui prétend se lier à moi doit vraiment tenir compte de mon activité professionnelle. Je veux vivre de mon travail.



ELLE NE SAIT PAS ENCORE COMPTER, MAIS ELLE COMPTE DÉJÀ SUR NOUS.

Enfants des rues ou au travail, handicapés, exploités ou tout simplement défavorisés... Aujourd'hui encore dans le monde, beaucoup trop d'enfants sont privés d'éducation. Quel est leur avenir ?

En parrainant la **scolarité d'un enfant** ou un projet éducatif avec Aide et Action, vous pouvez **aider concrètement des enfants à grandir et à s'épanouir**. Grâce à vous, ils apprendront à lire, à écrire, à compter, à mieux connaître leur environnement...

Vous soutiendrez la scolarisation des filles, la formation des maîtres, la construction et l'équipement d'écoles... Vous permettrez aussi à toute une communauté de se développer : alphabétisation des adultes, structuration des associations de parents d'élèves et des groupements féminins, développement d'activités génératrices de revenus. Bientôt, avec votre soutien, ce seront eux qui pourront **prendre en main l'éducation de leurs enfants**.

À travers des correspondances régulières, des photos ou des dessins, vous allez découvrir ces femmes et ces hommes qui luttent chaque jour en Afrique, en Inde, en Asie du Sud-Est ou dans les Caraïbes pour l'avenir de leurs enfants.


Vous ouvrirez ainsi, pour vous et vos proches, **une fenêtre sur un monde riche de ses valeurs**, de ses cultures et de sa diversité.

En rejoignant les **58 000 marraines, parrains et donateurs** qui agissent aujourd'hui avec Aide et Action, vous savez que votre engagement est efficace.

Aide et Action est la **première association française de parrainage** pour le développement de l'éducation. Apolitique et non confessionnelle, reconnue d'utilité publique, elle est la seule association à avoir reçu deux fois le **prix Cristal de la transparence financière** décerné par la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes.

L'éducation pour tous les enfants du monde est un devoir solidaire... nous pouvons choisir de passer à côté ou de passer à l'action.

ENGAGEONS-NOUS POUR LEUR AVENIR.

Bon et chèque à renvoyer à  **Aide et Action** : 53, bd de Charonne - 75545 Paris Cedex 11 - www.aide-et-action.org - 0811 001 003*

*Coût d'un appel local

Oui, je m'engage pour l'avenir d'un enfant et sa communauté.

Je souhaite parrainer : un enfant
 un projet éducatif

Je joins un chèque de 20 € à l'ordre de Aide et Action, correspondant à mon premier mois de parrainage.
Merci de m'adresser mon dossier complet de parrainage avec la photo de mon (ma) filleul(e).

Je ne peux pas parrainer pour l'instant, je fais un don de : 25 € 50 € 75 € Autre _____ €
 Je souhaite d'abord recevoir une documentation complète sur Aide et Action.

Mme Mlle M. Prénom : _____ Nom : _____

Adresse : _____

Code Postal : _____ Ville : _____

Tél. : _____ E-mail : _____

Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification pour toute information vous concernant, figurant sur notre fichier. Il suffit pour cela de nous écrire.

60 % de vos dons sont déductibles de vos impôts, dans la limite de 20 % de vos revenus imposables.

 **Aide et Action**
L'ÉDUCATION EST NOTRE COMBAT.

 **COMITE DE LA CHARTE**
donner en confiance